

International

ERDOGAN, NOUVEAU « PÈRE DE LA TURQUIE » ?

Christian Birebent

31/10/2016

Au pouvoir depuis treize ans, la Turquie a assurément été transformée sous la direction de Recep Tayyip Erdogan. Dans *Erdogan : nouveau Père de la Turquie ?* (Éditions François Bourin, 440 pages, 26 euros) – présenté ici pour *Esprit critique* par Christian Birebent –, Nicolas Cheviron et Jean-François Pérouse retracent le parcours politique d'Erdogan, de ses débuts à Istanbul jusqu'à la fin de l'année 2015.

L'échec, le 15 juillet 2016, de la tentative de coup d'État menée par certains secteurs de l'armée turque et la répression tous azimuts qui l'a suivi ont montré que Recep Tayyip Erdogan, Premier ministre à partir de 2003, puis président, demeure solidement accroché au pouvoir. Sa longévité pourrait dépasser celle de Mustafa Kemal Atatürk, le « fondateur de la Turquie moderne ». Ce conservateur, religieux, a profondément changé le pays et le régime républicain hérité du kémalisme. Pour Nicolas Cheviron, journaliste longtemps correspondant de l'AFP en Turquie, et Jean-François Pérouse, directeur de l'Institut français d'études anatoliennes et spécialiste d'Ankara, Erdogan serait le nouveau « Père de la Turquie », titre jusqu'alors réservé à Kemal, titre de la biographie qu'ils consacrent au leader turc.

Erdogan et son entourage ont soigneusement forgé la légende d'un fils de modeste marin, ayant grandi dans un faubourg populaire d'Istanbul, Kasimpasa, croyant, sérieux, footballeur semi-professionnel devenu le chef de la Turquie puis leader d'une puissance émergente grâce à une détermination sans faille. En fait, son père était un capitaine, un homme pieux, influent dans son quartier, originaire de la région de Rize, proche de la Géorgie, avec laquelle il entretenait des liens étroits. Son fils s'appuiera sur les Stambouliotes originaires de cette région où il dispose de relais nombreux. Erdogan naît en 1954 alors que l'héritage kémaliste commence à se fissurer, dans une famille conservatrice et antirépublicaine, fidèle du Premier ministre Adnan Menderes. Ce dernier, nommé à la suite des premières élections multipartistes en 1950, est favorable à l'économie de marché et à la « liberté religieuse », s'éloignant prudemment des options laïques d'Atatürk. Il favorise le développement des écoles de formation des imams et prédicateurs, alternative à l'enseignement laïc. Une nouvelle élite d'hommes d'affaires et de juristes, attachés à la religion,

commence à supplanter au Parlement les hauts fonctionnaires et militaires kémalistes. Erdogan grandit dans un milieu hostile aux réformes kémalistes, à « l'occidentalisation », glorifiant les Turcs comme des héros de l'islam, voulant réhabiliter l'histoire ottomane. Mais l'armée prend le pouvoir le 27 mai 1960 et Adnan Menderes est pendu. Erdogan au pouvoir fera souvent référence à cette exécution quand son parti sera menacé par les militaires.

Le jeune Erdogan connaît ses premières expériences politiques au sein de l'Union nationale des étudiants turcs (MTTB) créée en 1916, refondée trente ans plus tard, proche de la droite turque, anticommuniste, panturquiste voire raciste. Le syndicat aurait eu des liens avec la Ligue islamique mondiale et la CIA dans le cadre de la lutte contre le communisme. Son islamisation commence de manière visible à la fin des années 1960. Des premières manifestations sont organisées pour autoriser le port du voile islamique dans les universités, un thème qui sera ensuite sans cesse repris par Erdogan. La MTTB est alors un centre de formation pour les futurs cadres du mouvement conservateur et religieux comme Erdogan, Abdullah Gül, Ahmet Davutoglu, le futur chef de la diplomatie. À partir de 1976, Erdogan progresse dans l'appareil de la MTTB. Il rencontre Necmettin Erbakan, leader du Parti du salut national (MSP), parti de l'islam politique, anticommuniste, opposé à la CEE mais favorable à une « union islamique », partisan d'une « économie de marché moralisée » qui reçoit l'appui des puissantes confréries religieuses, longtemps brimées par la République kémaliste. Erdogan devient dirigeant de la jeunesse du MSP pour Istanbul où ses talents d'organisateur et de tribun font merveille. Il doit maintenir les jeunes militants à l'écart des violences entre groupes politiques mais aussi contrôler les « Impétueux », une organisation d'anciens de la MTTB. Le parti ne risque pas ainsi d'être interdit pour activités anti-laïques, comme l'a été la première formation créée par Erbakan.

Ces années troubles sont marquées par l'opposition entre Süleyman Demirel à droite et Bülent Ecevit à gauche et la succession de gouvernements de coalition. La violence entre groupes de gauche et nationalistes ne cesse de croître, faisant plusieurs milliers de morts, une situation qui facilite le coup d'État militaire du 12 septembre 1980. Si les milieux religieux sont épargnés, les militants d'extrême droite et de gauche sont durement frappés. Plusieurs dizaines de milliers de personnes sont arrêtées, 50 condamnés sont pendus et 171 meurent sous la torture. La répression étatique de masse de l'été 2016 n'est ainsi pas une nouveauté.

Erdogan n'est guère touché. Il doit abandonner sa carrière de footballeur et joue alors le rôle d'un leader politique clandestin. Il commence son ascension vers le pouvoir durant les années 1980-1990. Quand les militaires autorisent la renaissance contrôlée d'une vie politique, il demeure d'abord fidèle à Erbakan, au sein du Parti de la prospérité (Refah), fondé en 1983. Il échoue pourtant à plusieurs reprises aux élections législatives et municipales à Istanbul avant de conquérir la

métropole, en plein essor, en 1994. Dès 1989, il met au point une tactique politique pour gagner des voix en dehors de l'électorat conservateur religieux et rassurer les électeurs. Il mise sur les femmes, y compris celles qui ne sont pas voilées, pour atteindre les quartiers modernes. Il n'hésite pas à faire campagne dans les cafés, les lieux de plaisir. Les militants changent de tenue, serrent la main des femmes. La dénonciation de la spéculation foncière est au cœur de ses campagnes. Le Refah a alors une dimension sociale et égalitaire, « superpose la figure de l'opprimé religieux ne pouvant pas vivre sa foi comme il le veut et celle de l'opprimé économique ».

Les années 1990 sont marquées par le progrès de l'islam politique. La « menace rouge » ayant disparu avec la guerre froide, « les institutions appuyées sur une légitimité historique héritée « par le haut » se préoccupent de la « menace verte » reposant sur un appui populaire croissant. Istanbul devient un véritable laboratoire pour Erdogan. À la place de la minute de silence en l'honneur d'Atatürk, il impose une prière lors des conseils municipaux, interdit la vente d'alcool dans les établissements dépendant de la municipalité. Il multiplie les initiatives médiatisées envers les pauvres comme la distribution de charbon. Pour les auteurs, il est difficile de faire le bilan de son action. Les infrastructures se multiplient, l'assainissement de la Corne d'Or impressionne, la lutte contre la pollution de l'air est efficace. Mais les problèmes de transport demeurent. Les accusations d'affairisme se multiplient en raison de ses liens avec de puissants cercles économiques comme le groupe Ülker. À Ankara, Erbakan devient le premier chef de gouvernement issu de l'islam politique à la tête d'une coalition. Les militaires et les juges s'inquiètent. Erbakan doit démissionner sous la pression des généraux. La Cour constitutionnelle ouvre un procès pour interdire le Refah. Le 16 janvier 1998, ce « coup d'État postmoderne », d'après les militants de l'islam politique, réussit. Erdogan est emprisonné pour avoir incité le peuple à « la haine et à l'hostilité raciale ou religieuse » lors d'un discours prononcé dans l'est du pays.

Cette courte épreuve de la prison, très médiatisée par ses partisans, est déterminante. Erdogan profite de son aura de « martyr de la démocratie » pour effectuer une mue démocratique. Il doit prouver à l'armée et à l'institution judiciaire qu'il est un « conservateur démocrate », respectueux de l'ordre républicain. Il est favorable à l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne, longtemps combattue par l'islam politique. Cette conversion politique est-elle sincère ? Pour les auteurs, la question est insoluble. En 2000, il jure ne pas prendre au sérieux « les gens qui parlent d'un État fondé sur la Charia » mais ne désavoue pas ses positions anciennes plus radicales. En prison, il envisage déjà de fonder un parti et de rompre avec Erbakan. Il a le soutien du patronat religieux et conservateur, d'hommes politiques libéraux, de personnalités des médias. Il est à la fois populaire et controversé. Muhammed Pamuk dans *L'Espoir interdit* le dépeint en martyr du système, pour Mehmet Bölük il est un anti-laïque à la solde des pays arabo-musulmans. En 2001, il dépose les statuts du Parti de la justice et du développement (AKP) mais fait face aux attaques de la justice et

des médias sur sa privation de ses droits politiques, son islamisme supposé, sa fortune et sa gestion de la mairie. Les enquêtes ouvertes, notamment pour tentative de renversement de l'ordre constitutionnel, s'éteignent après son accession au pouvoir.

Les élections législatives du 3 novembre 2002 sont un triomphe pour la jeune AKP alors que les autres partis sont laminés. Les Turcs, après des années de coalition, aspirent à la stabilité et l'AKP promet de changer la manière de faire de la politique. Lors de son premier mandat, il doit agir avec prudence face au Président Ahmet Necder Sezer, hostile, et à l'armée pour ne pas subir le sort de son ancien mentor Erbakan voire celui de Menderes. Il utilise le projet d'adhésion à l'Union européenne (UE), alors très populaire dans l'opinion publique, pour mener des réformes. Des lois d'harmonisation avec l'UE et une réforme constitutionnelle sont votées. La peine de mort et les tribunaux d'exception sont abolis. La primauté des accords internationaux, donc de la Convention européenne des droits de l'homme, est instaurée. Les minorités voient leurs droits renforcés : les Kurdes bénéficient de programmes culturels. On réprime plus sévèrement les actes de torture, le viol et les crimes d'honneur. Mais il affaiblit aussi le rôle du Conseil de la sécurité nationale, composé des hauts dignitaires de l'armée, « surveillant » le pouvoir politique au nom de l'intérêt national. « Profitant de l'embellie économique et investissant le dossier européen avec passion, [Erdogan] vit son moment libéral et la Turquie découvre la stabilité ».

La démocratisation et l'ouverture montrent rapidement leurs limites. La lune de miel avec l'UE est courte. Les marchandages turcs agacent Bruxelles et la partie turque n'apprécie pas que l'issue du processus d'adhésion ne soit pas garantie. La France et l'Allemagne sont de plus en plus réticentes et le désamour gagne la Turquie. Les réformes marquent le pas. Malgré les déclarations sur la liberté d'expression, 6700 personnes sont poursuivies devant les tribunaux dont le grand écrivain Orhan Pamuk et le journaliste arménien Hrant Dink, assassiné en 2007 alors que les opposants se mobilisent pour la défense de la République et une présidence laïque. Pourtant les élections législatives de 2007 sont un plébiscite pour l'AKP, le candidat de Erdogan, Abdullah Gül, est élu président et les électeurs approuvent une réforme constitutionnelle permettant l'élection du futur président au suffrage universel. Après l'armée, l'institution judiciaire se dresse contre lui, tentant de faire subir à l'AKP le même sort que les partis religieux antérieurs. Elle échoue et Erdogan contre-attaque, réforme les tribunaux militaires, les juridictions supérieures. Sa stratégie est au point : un ensemble de mesures dont certaines vont dans le sens de la démocratisation alors que les principales renforcent le pouvoir de l'AKP.

Les procès Ergenekon – nom utilisé par les juges et les journalistes pour désigner des réseaux de comploteurs – vont lui permettre de poursuivre des militaires, des opposants, censés avoir projeté de semer le chaos dans le pays pour justifier un recours à l'armée. Ces complots ont-ils existé ?

S'agit-il de réseaux remontant à la guerre froide, proches de ceux de Gladio en Europe occidentale, ou d'organisations visant à rééditer le « coup d'État postmoderne » comme l'affirme Erdogan ? Il en profite pour mettre au pas l'état-major en s'appuyant sur la police et les services secrets.

Directement ou indirectement, il contrôle progressivement les médias, s'attaque aux réseaux sociaux. Il est aidé dans cette œuvre par les nombreux partisans de Fethullah Gülen, fondateur, à la fin des années 1970, d'un courant de pensée prêchant « un islam ouvert au dialogue inter-religieux » pour les uns mais, pour ses détracteurs, chef d'une organisation secrète, hiérarchisée, présente dans les universités, dans les administrations, les services de sécurité.

En 2010, Erdogan apparaît à son apogée, dirigeant d'un pays émergent, dont les relations sont cultivées par les États de la région. La nouvelle « Étoile de l'Orient » comme le qualifie *Newsweek* cherche de nouvelles alliances avec la Russie, le Brésil et l'Afrique, en dehors des liens traditionnels avec le grand allié américain et l'Europe délaissée.

Les années 2010-2014 sont celles du « raidissement » ou de la dérive autoritaire. Certains dossiers ne progressent plus. Erdogan a été un des premiers dirigeants à s'intéresser au dossier kurde, définissant l'islam comme « le meilleur ciment de l'amitié turco-kurde », dénonçant les politiques de répression menées par l'État kémaliste. Il suscite des espoirs mais les quelques mesures culturelles, comme des émissions en kurde, déçoivent. Des négociations sont menées avec le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) et son leader emprisonné Öcalan mais la violence reprend à partir de 2014 pour des raisons intérieures et à cause des divisions du mouvement kurde. La position internationale de la Turquie est affaiblie en raison de la dégradation des relations avec les voisins proche-orientaux, avec Israël sans rapprochement avec l'Occident. Loin d'être une puissance régionale permettant le maintien des équilibres, Erdogan est de plus en plus impliqué dans le conflit syrien. La destruction d'un avion russe le conduit à une confrontation avec Poutine, un leader longtemps apprécié, alors même que les deux pays ont de fructueuses relations économiques depuis le début du XXI^e siècle. En revanche, « la bienveillance supposée d'Ankara à l'égard de groupes tels que le Front al-Nosra, lié à al-Qaïda, où l'État islamique en Irak (...) est plus difficile à établir ». À l'intérieur, Erdogan, qui se sent « de plus en plus investi d'une légitimité sans précédent, n'a plus de contre-pouvoirs ». Il défend un nouvel ordre moral conservateur, se mêle de plus en plus de la vie privée de ses concitoyens. Son autoritarisme ne cesse pas de se renforcer comme le montre la répression des manifestants du parc Gezi à Istanbul en 2013, le premier mouvement massif rassemblant au-delà des oppositions traditionnelles. Les dernières années sont marquées par la rupture avec Fethullah Gülen, de plus en plus critique à son endroit, considéré comme un traître. Les médias gülenistes et des juges tentent en vain en 2014 de s'attaquer à Erdogan et à son entourage sur des affaires de corruption. Cette offensive échoue et la purge vise les « réseaux gülenistes ». Tout opposant est un traître potentiel. Erdogan vieillissant, « un homme

hanté par la crainte de l'attentat (...) et par la phobie de la mort », est pourtant capable de réaction. Le résultat des élections législatives de juin 2015 est décevant en raison des progrès du Parti démocratique des peuples (HDP), qui progresse au-delà du vote kurde en dénonçant notamment l'affairisme au pouvoir. Mais le succès du 1^{er} novembre 2015 (49,5% des voix) montre ses capacités de rebond, l'importance de ses soutiens, sa capacité à utiliser l'appareil d'État pour museler ses adversaires sur fond de relance du conflit kurde. Ahmet Insel dans *La nouvelle Turquie d'Europe* note que « l'arrivée au pouvoir de l'AKP représente une réelle rupture dans le paradigme dominant en Turquie depuis les années 1920, mais, dans le même temps, une continuité dans le mode d'exercice autoritaire du pouvoir ».

Nicolas Cheviron et Jean-François Pérouse n'ont pas écrit un ouvrage de circonstances mais une véritable enquête, fouillée, avec de très nombreuses références, des citations d'acteurs divers (journalistes, dirigeants politiques). Ils présentent les faits, les évolutions, les fractures tout en nous montrant comment ils sont utilisés en Turquie par les différents protagonistes. Les auteurs font des hypothèses, apportent des informations, ne tranchent pas quand ils n'ont pas les éléments suffisants sur des questions comme les relations supposées entre la Turquie et l'État islamique ou la fortune du président et de sa famille. Ils n'ont réalisé ni un portrait à charge, ni une hagiographie. Ils soulignent la dérive autoritaire d'un homme, ses accès de violence de plus en plus fréquents, ses méthodes démagogiques, ses ambiguïtés : a-t-il un projet d'islamisation de la société ? « Mais la maturation civique de la population, l'intégration des Kurdes dans le champ politique turc et celle des partisans de l'islam politique dans le jeu démocratique, ou encore la revalorisation des identités secondaires (...) lui doivent beaucoup, directement ou indirectement ». Ils inscrivent son action dans une évolution plus longue, le présentant comme le « produit d'une socialisation qui caractérise toute une génération politique : celle des premières remises en cause du projet républicain ». On trouve aussi au fil des pages une étude de l'évolution d'Istanbul ayant à peine plus d'un million d'habitants dans les années 1950, sans pont sur le Bosphore, avec des espaces boisés, abritant encore quelques milliers de Grecs orthodoxes, avant les pogroms anti-chrétiens de 1955, aujourd'hui mégapole de plus de quatorze millions d'habitants.

L'approche à la fois chronologique et thématique rend accessible un ouvrage qui se veut pédagogique. Cela entraîne cependant quelques répétitions qui alourdissent le propos notamment sur les relations avec l'Union européenne ou la question kurde. Des cartes d'Istanbul et de la Turquie auraient illustré à bon escient dans cette biographie. Les multiples citations valident l'analyse mais cassent quelque peu le rythme. La partie consacrée aux dernières années demeure trop descriptive mais il reste difficile d'interpréter des évolutions encore en cours avec toute la distance nécessaire. Quelques questions laissent le lecteur sur sa faim, ainsi comment Gülen a pu prendre une telle importance et les raisons de la « brouille » entre les deux hommes.

Tous les lecteurs et chercheurs ne seront sans doute pas d'accord avec l'étude d'Erdogan réalisée par Nicolas Cheviron et Jean-François Pérouse mais ils nous offrent une somme d'informations sur un pays à la fois proche et lointain.